

« Il y a des mots qui font vivre. » - Paul Eluard

Journal fondé en 1905 . 109^e année

L'essor

P. P.
Chemin des Tunnels 16
2301 La Chaux-de-Fonds
Postcode 1

La cause de la paix La pratique de la solidarité Le respect de la vie L'ouverture à la créativité
n°5 - octobre 2014 - paraît 6 fois par année www.journal-essor.ch

Forum de ce numéro (pages 3 à 10)

Pourquoi un abstentionnisme si élevé?

Editorial

La victoire des menteurs

Dans une démocratie telle que la Suisse, chacun est libre de choisir les autorités de son pays, de son canton ou de sa commune. Chacun a également le loisir de se forger une opinion lorsqu'il s'agit de se prononcer sur une initiative, un référendum, une demande de crédit, un aménagement du territoire ou une modification constitutionnelle.

Il faut hélas mettre ce premier paragraphe au passé car, depuis quelques années, les programmes des partis politiques et les argumentaires bien ficelés ont été remplacés par des slogans simplistes et souvent mensongers. L'Union démocratique du centre (UDC) a ouvert les feux; elle a rapidement été imitée par tout ce que la Suisse compte de mouvements populistes (au sens négatif du terme), notamment la LEGA tessinoise et le MCG (Mouvement des citoyens genevois). Même le parti libéral-radical fait de plus en plus souvent de la surenchère!

Un air d'octobre

Un air comme une traîne immense
Un air qui ne finit jamais
Un air d'octobre, une romance
Plus douce que le mois de mai
Un air qui toujours recommence.
Bel automne aux mains de velours
C'est la chanson jamais chantée
C'est la chanson de notre amour
C'est la chanson des roses-thé
Dont le cœur est couleur du jour.

Aragon

La campagne contre la caisse-maladie publique a été un exemple de ce dérapage. Comme le dit la conseillère aux Etats Geraldine Savary, les assureurs ont fait preuve d'un silence indigne. Ils ont laissé parler leurs relais qui siègent sous la Coupole fédérale (36, tous de droite) ou qui sont à la tête d'hôpitaux privés. Par exemple, le Dr Olivier Lebeau, médecin chef de l'Hôpital de la Providence (qui fait partie du groupe Genolier) déclare dans des annonces en couleurs publiés par les journaux neuchâtelois: «*Pour ne pas abandonner la liberté de choix*». Quelle tromperie quand on sait que la caisse-maladie publique ne prévoit pas cette limitation et que c'est au contraire les caisses-maladie actuelles qui le proposent. N'ayons pas peur des mots: ceux qui profèrent des mensonges sont des menteurs!

La Suisse romande a sauvé l'honneur puisque les cantons de Genève, du Jura, de Neuchâtel et de Vaud ont accepté l'initiative. Même la partie francophone de Fribourg a dit oui. Cette nouvelle barrière de roestis doit nous interpellier. Avons-nous vraiment une autre mentalité, une autre manière d'appréhender les problèmes?

Quoi qu'il en soit, nous pouvons faire un constat inquiétant: depuis vingt ans, les Suisses votent systématiquement contre leurs intérêts. Puissance de l'argent, anesthésie générale des citoyens, ras-le-bol de la politique qui est trop éloignée des problèmes quotidiens? Le forum de ce numéro apportera quelques réponses mais une chose est certaine: ce n'est pas en se résignant qu'on améliorera les choses.

Comité rédactionnel de *l'essor*

Place de l'Apparition (*)

Il est long et maigre avec le cheveu noir, le teint hâlé, un visage grêlé aux larges pommettes, un nez droit et d'épais sourcils sous lesquels apparaissent, durs, de petits yeux gris. Carlo Carafa, né à Naples voilà soixante-six ans, est le légat du pape Paul III qui l'a chargé de conduire la province et le peuple de Séville.

Ce mardi 21 juin 1542, sur la grand-place noire de monde, le marché hebdomadaire apporte la couleur, la saveur et le bruit. Dans la foule endimanchée, on sent une petite joie, pas trop visible car l'époque ne prête pas aux réjouissances. Dirigée d'une main de maître par le cardinal Carafa depuis son palais épiscopal qui occupe l'un des côtés de la grand-place, l'inquisition pèse sur le décor et ceux qui l'habitent. Avec le soutien d'une police active dans son uniforme gris soutaché de jaune, le grand inquisiteur entend tenir en laisse cette communauté bruyante.

Pourtant, fondus dans la foule, les policiers ne voient pas ce que Carafa observe depuis le troisième étage de son palais: la foule brusquement agglutinée autour d'un homme jeune, dans la trentaine, habillé comme un

paysan venu à la foire avec la chemise ouverte serrée à la taille par une ceinture de cuir rouge, des braies tirant sur le noir, de courtes bottes de feutre. Ses cheveux longs, bruns et souples, descendent jusqu'aux épaules. Vif et désinvolte dans tous ses gestes l'homme parvient à faire passer, dans la liberté de son attitude, une sorte d'affection pour ceux qui l'entourent

Le légat est trop loin pour prendre la mesure de sa voix douce et virile, celle d'un être foncièrement honnête. Et il ne peut prendre son regard souriant, clair, chaleureux. Ce qu'il voit depuis la fenêtre du troisième étage de son palais, c'est un meneur, un provocateur qui capte son auditoire formé d'enfants, de pauvres et de prostituées.

La police du cardinal est bientôt sur les lieux et elle arrête le fauteur de troubles pour le conduire en prison dans les caves du palais. Là, un tabelion vêtu d'une longue tunique noire lui annonce qu'il est condamné à mourir le lendemain sur le bûcher.

Intrigué Carafa – qui deviendra pape sous le nom de Paul IV – rend visite le soir au prisonnier, dans lequel, sans

plaisir, il reconnaît le Christ. Il tente de lui expliquer:

- Tu ne mesures pas le mal que ton Eglise a eu à inspirer à la population la crainte de Dieu. Des siècles de contraintes sur un peuple insouciant, heureux naturellement et que nous avons dû constamment ramener dans le droit chemin. Tu ne peux détruire les effets de ce travail obstiné.

Le Christ regarde le légat droit dans les yeux, lui parle doucement:

- Tu ne comprends donc pas. Je ne suis pas venu pour inspirer la crainte mais pour faire naître l'Amour. Que les hommes s'aiment...

Puis sans prolonger l'entretien il disparaît à ses yeux.

Depuis ce jour rien n'a changé vraiment. Sinon un détail: la grand-place de Séville s'appelle désormais place de l'apparition.

* Modeste paraphrase du texte que Dostoïevski consacre au grand Inquisiteur dans *Les frères Karamazov*.

Halte aux privilèges fiscaux des millionnaires

Le 30 novembre prochain, le peuple suisse est appelé à se prononcer sur l'initiative intitulée «Halte aux privilèges fiscaux des millionnaires». Elle vise à compléter l'article 127 la Constitution fédérale par un alinéa 2bis qui stipule: «Les privilèges fiscaux pour les personnes physiques sont illicites. L'imposition d'après la dépense est interdite».

Le comité rédactionnel de *l'essor* est bien entendu favorable à cette initiative dont l'acceptation mettrait fin à une inégalité crasse. Plutôt que de rédiger un argumentaire, nous publions, avec le consentement de son auteur (M. Philippe Somsy, Le Mont-sur-Lausanne), une lettre de lecteur parue dans l'hebdomadaire *Echo Magazine*.

Suite à la lecture de l'article sur les forfaits fiscaux, dans lequel votre journaliste se prononce clairement pour le maintien de ces privilèges, je tiens à

opposer des considérations éthiques et morales à une lecture purement comptable de la réalité. Au-delà du fait que les cantons ayant aboli ces forfaits n'ont pas perdu d'argent et en ont même gagné davantage, je me demande s'il est encore possible de penser un sujet politique autrement que comme un calcul de boutiquier. Les partis de droite nous ont effectivement habitués à penser toujours selon le même schéma: si nous nous arrêtons de proposer ces privilèges aux grandes fortunes, d'autres s'empresseront de le faire à notre place. Pareil pour les multinationales étrangères. Mais poussons encore l'amoralité: si nous arrêtons d'exporter des armes, d'autres le feront – le peuple en a décidé récemment. Quel est le nom de cette étrange logique?

En clair, sans aucune considération morale, vendons tout ce que nous pouvons et faisons-nous acheter par le plus offrant! Si la politique se réduit

à de tels calculs d'épicier (a fortiori lorsque les calculs sont faux), comment est-il possible pour un chrétien, dans ce contexte-là, de construire son raisonnement et son opinion? Est-il si choquant de souhaiter que ceux qui sont dans l'opulence paient au moins leur dû en fonction de leur fortune et ne bénéficient pas d'un barème particulier? De notre côté, nous n'avons pas la possibilité de négocier notre niveau d'imposition. Pourquoi alors accorder des faveurs à ceux qui n'en ont pas besoin? La relecture attentive de l'évangile selon Saint Matthieu – notamment la parabole des ouvriers envoyés à la vigne – semble plus que jamais nécessaire.

Qu'ajouter de plus, sinon d'inviter tous les citoyens – même les abstentionnistes potentiels – de voter le 30 novembre et d'abolir ainsi les forfaits fiscaux.

La démocratie fait mauvais ménage avec l'abstentionnisme

Dans *Le Dictateur*, Charlie Chaplin fait dire à un de ses personnages: «Vous, le peuple, vous avez le pouvoir, le pouvoir de rendre la vie belle et libre, le pouvoir de faire de cette vie une merveilleuse aventure. Alors au nom même de la Démocratie, utilisons ce pouvoir. Il faut tous nous unir, il faut tous nous battre pour un monde nouveau, un monde humain qui donnera à chacun l'occasion de travailler, qui apportera un avenir à la jeunesse et à la vieillesse la sécurité.»

Nous n'avons malheureusement pas suivi ce judicieux conseil. En Suisse, seuls quatre citoyens sur dix participent aux élections fédérales. Ce taux de participation est nettement inférieur à celui des autres pays européens. La traditionnelle image de la démocratie modèle helvétique où le peuple intervient dans les décisions politiques qui le concernent souffre évidemment de cet abstentionnisme.

Dans la plupart des pays européens, les élections entraînent des taux de participation plus élevés. Le fait que, par opposition à ses voisins, le peuple suisse s'exprime au moins trois à quatre fois par an sur les thèmes les plus variés pèse certainement sur les résultats qui, au cours des vingt dernières années, ont oscillé entre 42 et 50% de participation.

La rédaction de *l'essor* a choisi d'analyser plus spécifiquement l'abstention des jeunes que plusieurs motifs conduisent à un évident désintérêt pour la politique. Cette analyse forme le cœur de ce forum. Nous n'avons pas la prétention de proposer des solutions pouvant être mises immédiatement en pratique mais nous suggérons plusieurs pistes qui méritent d'être étudiées.

Le journaliste et écrivain français Louis Latzarus a dit: « En démocratie, la politique est l'art de faire croire au peuple qu'il gouverne.» Donnons-lui tort en allant voter!

Le comité rédactionnel de *l'essor*

L'enseignement de la citoyenneté à l'école obligatoire

«Quelles bases enseigner en éducation civique durant l'école obligatoire?» Si la question n'est pas nouvelle, elle prend une saveur toute particulière en cette période de rentrée scolaire pour les Vaudois. En effet, avec l'entrée en vigueur du concordat Harmos et, dans une moindre mesure, de la LEO (loi sur l'enseignement obligatoire), nous ne pouvons que constater l'effondrement des cours d'éducation à la citoyenneté. Et avec cette déperdition, c'est toute la promotion de participation à la vie politique ainsi que la connaissance de notre démocratie directe qui fléchissent. L'abstentionnisme qui frappe les jeunes durant les votations risque fort, si ce n'est d'augmenter, au moins de perdurer.

Il y a quelques années encore, sous le régime du PEV (plan d'étude vaudois), la citoyenneté était à l'horaire des écoliers du canton de Vaud dès ce que nous considérons aujourd'hui comme la 10e Harmos. Depuis l'année scolaire 2013-2014, l'éducation civique est intégrée aux cours de géographie et d'histoire pour les élèves de 7e à 11e. Sur le papier, cette disposition pourrait s'avérer alléchante. Seulement, la chose est beaucoup plus sombre dans les faits.

La géographie et l'histoire étant des disciplines à faible dotation horaire, il est souvent difficile d'arriver au bout du programme annuel. Beaucoup d'enseignants regrettent et se repaissent tout à la fois de la densité de la matière à traiter dans ces branches. Quoi qu'il en soit, alors même que la consistance des contenus en sciences humaines est considérable, il paraît difficilement possible d'arriver à dégager suffisamment de temps pour pouvoir aborder avec toute la minutie nécessaire une discipline aussi vaste que la citoyenneté. En outre, les maîtres et maîtresses amenés à aborder les questions civiques en classe n'auront pas nécessairement reçu la formation adéquate. A l'heure où les HEP exigent des spécialistes disciplinaires et où le généraliste tend à s'oblitérer, cette orientation a de quoi interloquer.

Une vache est vache tant qu'elle est bonne à traire et le peuple n'est peuple que quand il vote.

Citation anonyme

A n'en pas douter, la problématique des droits et devoirs devient trans-

versale. Inutile de lui consacrer un cours propre, estiment nos élites dirigeantes. Au même titre que l'informatique, il est demandé aux enseignants vaudois d'incorporer la citoyenneté dans leurs approches didactiques. Car le programme est vaste, «trop vaste certainement pour le réduire au monisme d'une branche», peut-on lire sur le site de la Haute école pédagogique vaudoise. Paradoxalement, cette dernière entité admet qu'il revient au maître d'éducation à la citoyenneté de «doter les élèves d'une culture générale politique, juridique et économique qui permette de comprendre le monde».

Si nous pouvons donc tout à fait convenir que l'éducation civique doit parcourir plusieurs matières, son champ conceptuel spécifique requiert un enseignement *sui generis*. Les notions abordées dans un tel cours serviront ensuite précisément d'outils pour aider l'élève à s'approprier des concepts et à forger son esprit critique, dans une perspective de responsabilisation citoyenne. Et ce, dans l'intérêt du pays tout entier.

Yannick Maury, enseignant, membre des Jeunes Vert-e-s vaudois-es

Abstentionnisme et subsidiarité

Le principe de subsidiarité veut que les décisions qui concernent les citoyens soient prises à un niveau hiérarchique aussi bas que possible, donc proche des gens. Mais ce n'est pas la tendance actuelle. On a mis en place des conglomérats d'Etats comme l'Union européenne dont le siège est à Bruxelles et dont la plupart des membres sont inconnus du public. La Suisse a réussi jusqu'à présent à rester en dehors de cette union, mais elle n'en est pas indépendante pour autant et a dû accepter de se soumettre à certaines exigences par des accords dit bilatéraux.

Il en résulte l'impression que le pouvoir s'éloigne de plus en plus des citoyens, ce qui se traduit par une relative indifférence de ceux-ci quand ils sont appelés à voter. Il est vrai qu'en Suisse l'initiative et le référendum permettent néanmoins d'animer de temps en temps le débat politique. Et la participation au vote dépend évidemment de l'importance de la question pour la vie des gens. Il me semble assez significatif que l'initiative pour une Suisse sans armée ait provoqué une relativement forte participation. La question posée touchait les citoyens de près, qu'ils soient pour ou contre l'armée. Il s'agissait d'un problème important, d'une tradition à laquelle la plupart des gens ont été confrontés dans leur vie.

Dans la plupart des Etats, à l'exception de la Suisse et peut-être de quelques autres pays, on ne vote pas souvent sur des objets. Il y a surtout des élections et les gouvernements qui en résultent gèrent la société en fonction de leurs promesses électorales, qu'ils ne respectent d'ailleurs pas toujours, et de contingences économiques et sociales. Il s'agit essentiellement de luttes de pouvoir. *«Les politiciens sont des gens qui chassent les suffrages par n'importe quel moyen. Ils n'ont aucun programme. Leur but est de rester au pouvoir ou de revenir au pouvoir, et pour cela ils sont capables de tout»* (Cornélius Castoriadis, *Le Monde Diplomatique*, août 1998).

Même si Castoriadis noircit un peu trop le tableau et si parmi les candidats aux élections il y a sûrement des personnes qui veulent prioritairement le bien de la société, il reste vrai que de mettre la main sur les leviers du pouvoir donne des avantages, ne serait-ce que celui d'être considéré comme plus important que les simples citoyens. On peut d'ailleurs remarquer que les pouvoirs discutent surtout entre eux et semblent plutôt dérangés par l'intrusion de l'opinion publique dans leurs débats. Cela provient à mon avis du fait qu'il n'est guère possible de créer une société conviviale lorsque celle-ci comprend des millions de personnes comme c'est aujourd'hui très généralement le cas des Etats-nations. Et dans une telle société le pouvoir corrompt. Selon l'anarchiste américain Karl Hess, la pire illusion du détenteur du pouvoir est de croire que ce pouvoir ne le corrompt pas lui. Hess considérait aussi qu'il n'y a pas moyen de créer une société libre qui soit nationale parce que le concept de nation suppose la soumission des citoyens, si bien que leur liberté est en fait exercée par ceux qui sont censés les représenter.

Le peuple anglais pense être libre, il se trompe fort; il ne l'est que durant l'élection des membres du parlement: sitôt qu'ils sont élus, il est esclave, il n'est rien.

Jean-Jacques Rousseau
Contrat social

Il y a clairement opposition entre la dimension d'une société et la liberté des citoyens qui la composent. Il n'est donc pas tellement étonnant que l'abstention lors des votations soit grande, sauf si d'aventure l'objet soumis au vote concerne les citoyens de suffisamment près. Il y a par ailleurs une distorsion dans une votation si les moyens financiers dont disposent les camps en présence sont très différents. Une

initiative qui dérange les puissances économiques, comme par exemple une initiative antinucléaire, est contrée dans la presse par une multitude d'annonces payantes alors que les initiants qui disposent de moins de moyens ne peuvent s'en payer que très peu et doivent récolter des dons et monter des stands dans les rues.

Une des préoccupations les plus grandes des gens aujourd'hui est de trouver du travail. C'est certainement une des raisons qui poussent les réfugiés aux portes de l'Europe. Mais il me semble important de réaliser que le travail salarié disponible va nécessairement diminuer avec le temps. D'une part parce que les compagnies licencient pour augmenter leurs bénéfices et par la suite la valeur de leurs actions, et d'autre part, et c'est le plus important à long terme, parce qu'il faudra bien arrêter de produire. Travailler pour produire quoi? Les déchetteries se remplissent avec des objets encore utilisables mais considérés comme obsolètes. Il y a manifestement surproduction de biens dans les pays dits «avancés» (avancés par rapport à quoi?). Il semble évident qu'une diminution de la production dans ces pays serait souhaitable, mais cela ne va pas sans une augmentation du chômage. Il faut donc repenser le fonctionnement de la société.

Je laisse la conclusion à Teddy Goldsmith: *«Nous devons adopter une vision du monde très différente, une vision dans laquelle la survie de l'humanité dépend d'un retour à des communautés traditionnelles et de la nature dont elles font partie, plutôt que du monde de remplacement non soutenable qu'apporte le développement économique»* (Edward Goldsmith, *«How can we survive?»*, *The Ecologist*, vol. 32, No 7, septembre 2002).

Soumise au vote, une telle proposition ne verrait sûrement pas une forte abstention.

Pierre Lehmann

La politique: un service ou un métier?

L'abstentionnisme grandissant lors des votations et des élections n'est hélas pas un cas particulier. Il est le reflet d'une société qui a perdu ses repères, qui a peur de l'avenir et qui a érigé l'argent comme vertu suprême. Conséquence: les femmes et les hommes, qui sont également des citoyennes et des citoyens, sont devenus des individualistes indifférents à ce qui ne les touche pas directement ou de très près.

La démocratie devrait assurer au plus faible les mêmes opportunités qu'au plus fort.

Gandhi

Dans un récent article publié dans l'hebdomadaire Marianne, l'éditorialiste Jacques Juillard disait: «*C'est le cœur du système qu'il faut changer, non la carrosserie. Il faut donc croire au savoir et à la vérité. Il faut croire à l'honnêteté personnelle. Il faut croire au dévouement, à l'intérêt général.*» Et d'ajouter: «*Si vous pensez qu'on y arrivera avec la télé que l'on nous fait tous les soirs, cette apologie permanente du fric, de l'égoïsme, de la violence, de la bassesse et de la dérision, vous vous trompez. J'en appelle à la révolte contre la veulerie, l'égoïsme petit-bourgeois et le despotisme de l'argent.*»

Pour réduire l'abstentionnisme, il est nécessaire que les gens se sentent concernés. Et ce n'est pas le cas aujourd'hui: les couches populaires ont été littéralement escamotées du paysage social, politique et culturel. Oui, on a perdu les couches populaires, mais on a trouvé à la place l'UDC (la mal nommée Union démocratique du centre), qui fait une politique anti-ouvrière... et qui récolte la majorité du vote ouvrier!

Le désintéressement croissant de la population est dû à trois grands maux: la peur, le manque de confiance et le fatalisme.

La peur? A grand renfort d'annonces ou de tous ménages, on affirme qu'il ne faut rien changer, que la situation

actuelle est bonne (pour qui?), que l'acceptation de certaines initiatives augmenterait le nombre de chômeurs, que les entreprises seraient moins concurrentielles. En un mot, on dresse un tableau apocalyptique avec souvent (c'est le cas de la caisse-maladie publique) l'argent des victimes.

Le manque de confiance? On ne croit plus aux promesses des politiciens, quel que soit leur bord. Selon un sondage, 80% de la population considère que les politiciens pensent davantage à eux qu'au bien commun.

Le fatalisme? La moitié des travailleurs sont des pendulaires et 10% d'entre eux font plus de 100 kilomètres pour aller travailler. Quand ils rentrent le soir à la maison, ils sont fatigués et se décompressent en choisissant des loisirs passifs (télévision, réseaux sociaux) plutôt que d'aller faire de la gymnastique, de la musique ou du chant. Il ne faut pas s'étonner que beaucoup de sociétés disparaissent et que d'autres sont confrontées à de graves problèmes d'effectifs. Explication de beaucoup de personnes: «*Après une journée de boulot de fous, qu'on me fiche la paix!*»

Ce qui m'effraie, ce n'est pas l'oppression des méchants; c'est l'indifférence des bons.

Martin Luther King

Existe-t-il des solutions pour remédier à cette situation? Je ne pense pas détenir la vérité mais je lance quelques pistes que j'ai tracées tout au long de mes cinquante années de militantisme. Je suis conscient que certaines d'entre elles relèvent de l'idéalisme et parfois même de la provocation. Mais je les énumère tout de même en espérant qu'elles serviront de point de départ à une réflexion sans tabou et constructive.

Tout d'abord, pour éviter que les politiciens en place soient surtout préoccupés par leur réélection, il faudrait limiter à deux ou trois au maximum le nombre des mandats (quatre ou cinq

ans selon les cantons) et interdire le cumul. On pourrait ainsi éviter qu'il y ait des professionnels de la politique. A mon avis, la politique est un service et non un métier. A certains niveaux, il suffit d'avoir occupé une fonction durant quelques années pour recevoir à vie une rente largement supérieure au salaire d'un ouvrier qualifié. Il est urgent de supprimer ce privilège.

La liberté sans le civisme, la liberté sans la capacité de vivre en paix, n'est absolument pas la vraie liberté.

Nelson Mandela

En deuxième lieu, il faudrait que les partis politiques pratiquent moins ce qu'on appelle «la discipline de groupe». Il est désolant de constater qu'une idée qu'on a combattue lorsqu'on était dans l'opposition soit reprise lorsqu'on est majoritaire et vice-versa. Il faut aussi mieux expliquer au peuple qu'un élu doit parfois – collégialité oblige – défendre des positions contraires aux siennes. Un exemple: le conseiller fédéral Alain Berset a combattu l'initiative pour une caisse-maladie publique alors qu'il l'avait soutenue en tant que conseiller aux Etats.

Enfin et surtout, il faudrait prendre des mesures – mais j'avoue humblement que je ne sais pas lesquelles – pour que les autorités, législatives et exécutives, soit moins élitistes. Il y a quelques heureuses exceptions, mais la plupart des universitaires, des médecins et des avocats ne maîtrisent pas les problèmes auxquels leurs électeurs sont confrontés. J'entends souvent dire «*Je me mets à la place d'un ouvrier ou d'un chômeur.*» Propos sans doute prononcés de bonne foi mais hélas très éloignés de la réalité.

Quand le pays, les cantons et les communes seront dirigés par les personnes qui connaissent les problèmes auxquels elles sont confrontées, je pense que le taux de l'abstentionnisme diminuera.

Rémy Cosandey

J'ai de la peine avec la démocratie

Je voudrais dire pourquoi je suis un abstentionniste potentiel. J'exprime ici bien entendu un point de vue personnel, mais je crois que d'autres pensent semblablement, que cela soit de façon ouverte ou dans le secret de leur esprit.

Je vote, c'est vrai, mais seulement sur certains objets.

Et je vote sans la moindre confiance dans le système politique qui régit la Suisse autant que le monde. Ce système, que j'appelle politico-militaro-financier, est placé sous la gouvernance de l'argent, lequel est devenu, dans la société des hommes d'aujourd'hui, la valeur absolue qui détermine les actions et les pouvoirs. C'est l'argent qui commande les actions les plus absurdes de l'homme contemporain: guerres, inégalités sociales, destruction du milieu naturel.

Nous en vivons en ce moment chez nous un exemple assez significatif avec le vote sur la caisse-maladie publique. Le seul mobile qui détermine la propagande insensée pour un système de santé et d'assurances insensé, reposant sur une multiplication de caisses-maladie qui font toutes quasiment la même chose dans le domaine des soins dits «de base», c'est l'argent. Le tout est placé sous la baguette de l'industrie pharmaceutique et des assureurs qui imposent un type de médecine et de soins auquel hôpitaux, soignants et soignés doivent bien se soumettre. A la fin de l'année,

les pilotes de ce système ne comptent pas les bien-portants et les malades, ils comptent leurs sous.

Lors des consultations populaires qui comportent un réel enjeu, l'argent est un facteur de campagne déterminant. En règle générale, celui qui a l'argent gagne. Il a à sa disposition l'espace public sous toutes ses formes pour faire comprendre à l'homme de la rue que celui qui ne vote pas comme il doit vote contre l'intérêt du pays, que le pays va courir à sa ruine. A la limite, cet homme qui ne vote pas ce qu'il doit est un mauvais Suisse. L'argumentation proposée importe peu, tous les coups sont bons, ce qui importe, c'est le résultat. Il n'est que prendre pour exemple l'initiative sur les inégalités salariales, proposée par de jeunes citoyens, lesquels n'ont pas manqué de se faire houspiller lors de la campagne.

Reprenons l'exemple du vote sur la caisse-maladie publique. Les caisses-maladie ont leur journal luxueux distribué à la clientèle, où se mélangent informations pratiques, offres promotionnelles commerciales et propagande, tout ça payé par l'argent de nos cotisations. Avec ce moyen, elles s'offrent un tout ménage fédéral gratuit pour leur campagne. Avec des outils de propagande de 50 contre 1 (c'est un rapport de force tout à fait subjectif qui me vient spontanément à l'esprit), il n'y aurait pas vraiment à s'étonner si l'organisation sociale absurde qu'elles veulent imposer

l'emportait, une fois de plus. Dans un tel système de consultation populaire, où est la démocratie?

Lorsque d'aventure l'argent ne gagne pas, cela signifie une véritable adhésion populaire à l'objet voté. C'est le signe d'un véritable changement. Les pouvoirs dominants font alors tout ce qu'ils peuvent pour contourner le résultat du vote, tergiversent et laissent passer du temps pour que le soufflé retombe. On a pu le voir avec l'«Initiative des Alpes» et avec la «Lex Weber».

Ce n'est que sur un enjeu très circonscrit et concret que le vote ne semble pas pouvoir être contourné, un achat d'avions par exemple, vote symboliquement fort, mais qui reste anecdotique.

Voter, c'est bien. Mais finalement, qu'est-ce que cela change? Qu'est-ce que cela change de la Suisse, qu'est-ce que cela change du monde?

En Suisse, on a des avions militaires moins neufs qui arrosent le ciel de leurs vols inutiles. Mais sinon? Est-ce que nous sommes si différents des pays voisins où l'on ne vote pas?

Participer aux consultations populaires en votant sur les objets qui nous sont proposés est une chose. Mais je ne peux pas en rester là. Alors comment m'engager, que faire? Vaste chapitre que l'action citoyenne dans notre société! Qui sort du cadre de cet article. Mais on peut en indiquer des directions.

Une première réponse, c'est **penser**. Penser le monde est un acte de résistance. A partir de là, c'est créer des réseaux solidaires autour de soi. C'est sortir de la mentalité de concurrence, c'est faire non contre les autres, mais **avec** les autres, non contre la nature, mais avec la nature, avec les animaux, et non contre eux. Une société différente est à rechercher et inventer, qui passe nécessairement par un retour à des relations de proximité. C'est ainsi que chaque citoyen peut se sentir acteur de la société et reprendre du pouvoir sur sa vie.

Bernard Walter

LE BILLET DE PHILIPPE JUNOD

De l'âge de l'homme (auto)mobile

«La maison brûle, et nous regardons ailleurs», disait Chirac. A voir les embouteillages de 4 x 4 pesant quelques tonnes qui amènent des moutons de quelques kilos dans les garderies, on se dit que les pompiers ne sont pas près d'arriver. La survie de nos descendants ne fait pas le poids face à l'égoïsme, au prestige ou au confort de certains. Quant aux bouchons quotidiens à l'entrée des villes, ils donnent le triste spectacle d'une civilisation de culs-de-jatte. Avec le paradoxe qui fait que chaque individu se trouve prisonnier de sa carrosserie! Et dire qu'il y eut un temps où la voiture était synonyme de liberté... Comme la villa individuelle d'ailleurs. Aujourd'hui, on ne peut que constater le naufrage d'un aménagement anarchique du territoire, qui a laissé faire la dispersion de l'habitat et l'a disloqué des lieux de travail et de ravitaillement. La facture d'une telle imprévoyance est loin d'être réglée.

Le vote chez les jeunes

«Moi j'm'en fous, je vote pas». Dans un pays démocratique comme le nôtre, une phrase comme celle-ci peut choquer mais n'est en aucun cas banale. Il suffit d'approcher les statistiques issues des dernières votations fédérales pour se rendre à l'évidence: les Suisses votent peu, les jeunes encore moins.

En tant que citoyen engagé, la vue de ces si faibles taux de participation me fait frémir. On a l'impression qu'une partie de la population a fini par considérer comme une corvée sans intérêt ce privilège dont certains se sont battus jusqu'à la mort pour l'obtenir. Ce droit d'exprimer librement son avis suscite encore beaucoup de convoitises et de rêves à travers le monde mais a été placé, dans nos pays occidentaux, au même rang que l'accessibilité à l'eau potable. Ouvrir le robinet est devenu une opération tellement banale qu'on en gaspille la précieuse ressource vitale qui s'en écoule.

Afin de ne pas s'arrêter qu'à la simple observation des faits, cherchons plutôt d'où peut provenir ce désintérêt de la politique par les jeunes générations. Il n'y a évidemment pas une unique raison mais plusieurs causes à considérer.

Ce serait une erreur de croire que les abstentionnistes ne votent pas: ils font simplement baisser le niveau de la majorité, donc ils favorisent le plus fort et votent tout de même à leur façon.

André Frossard

Commençons par prendre le contexte actuel que traverse notre pays. Ne nous le cachons pas, si on compare certaines périodes de l'histoire, la situation est au plus calme et c'est bien le problème: dès le moment où les libertés sont acquises, elles finissent malheureusement par perdre de leur valeur. On ne voit plus vraiment l'intérêt de se battre pour des sujets qui nous semblent lointains ou donnant

l'impression de n'influencer que faiblement notre vie plutôt bien rangée.

Un autre facteur est le conflit générationnel. Vous pouvez toujours effectuer un sondage parmi les 18-25 ans et poser la question suivante: «Quelle est la moyenne d'âge d'un politicien?». On vous répondra certainement «soixante ans ou plus». Nul besoin d'être un expert en analyses pour déceler qu'une grande majorité a la certitude que la politique ne concerne et ne s'adresse qu'à la classe d'âge la pratiquant, c'est-à-dire «les vieux».

La fréquence et le nombre d'objets sur lesquels le peuple doit se prononcer a aussi sa part de responsabilité. En comparaison avec les autres pays européens, le citoyen helvétique est appelé aux urnes trois à quatre fois plus souvent. Que l'on soit bien d'accord, cette démocratie directe est un des piliers, une des grandes forces de notre nation et on doit le préserver coûte que coûte. Malheureusement, elle a un effet sur le taux de participation qui découle d'une perte de motivation face à la quantité de sujets soumis.

Au final, on se rend compte que les principales raisons de ce découragement sont l'ignorance et les préjugés. Une des solutions à ce type de maux est tout simplement de passer par l'information et donc l'éducation civique.

Une partie de la problématique se situe ici: en prenant l'exemple du canton de Neuchâtel, cette matière est dispensée en fin de scolarité obligatoire. Ces cours sont certes indispensables pour la culture générale et la compréhension du monde qui nous entoure mais interviennent trop tôt, ou plutôt ne sont pas assez longtemps enseignés au fil du cursus scolaire et préprofessionnel. En effet, les élèves ne sont âgés que de 14 ou 15 ans lorsqu'ils étudient le sujet, c'est-à-dire plusieurs années avant leur majorité et par conséquent le droit de vote. On ne peut que difficilement exiger d'un adolescent de retenir et garder jusqu'à ses 18 ans un minimum d'intérêt pour une matière vaste et à l'apparence si compliquée.

Pourquoi, dans la suite de son parcours, ne pas inclure simplement une instruction civique au même titre d'autres branches telles que l'histoire ou l'économie? On éviterait ainsi une rupture et cela permettrait de sensibiliser tout en pouvant répondre aux questions concernant cette nécessité précieuse qu'est le vote.

Le vote est l'un des fondements du système politique auquel nous sommes soumis. Certains concentrent en conséquence toutes leurs critiques sur cet acte, prônant la grève électorale, et pensant ainsi perturber suffisamment les institutions. Effectivement, présenté de cette façon, le fait de ne pas voter est l'expression paradoxale du rejet de la mascarade démocratique. Mais si l'abstentionnisme affirme une position, il demeure une non-action. En d'autres termes: se résoudre à ne pas voter ne fera pas changer les choses, alors que cette position est censée exprimer l'une des critiques les plus violentes du système!

Valentin Becmeur

Pour clore, j'aimerais rappeler qu'il est de notre devoir en tant que citoyen engagé de vanter les mérites de notre démocratie, de conserver une qualité de débat ainsi que donner la meilleure image possible à la politique même si, malheureusement, nous devons de plus en plus faire face à un nivellement par le bas de la part de certains partis populistes.

Romain Vermot

Agé de 25 ans, Romain Vermot, membre des Verts, est actuellement président du Conseil général (législatif dans le canton de Neuchâtel) du Locle. A ce titre, il est le premier citoyen de la ville.

Etre connecté au virtuel ou à la réalité?

Comment faire lorsque l'on est branché en permanence sur toutes sortes de gadgets informatiques? Un iPod dans les oreilles, les yeux rivés sur leur Smartphone, les jeunes et les moins jeunes d'aujourd'hui, ne sont plus vraiment connectés à la vie réelle. Abreuvés de musique qu'ils écoutent en boucle, la tête pleine d'images, adeptes des vidéos en ligne, ils zappent l'idée même de participer aux différentes votations.

Il suffit de prendre le train ou n'importe quel transport en commun pour s'en rendre compte. Isolés dans leur bulle virtuelle, ils déambulent dans cet espace meublé de sons et d'images sans plus se préoccuper de la vie de la cité. Les gens ne se regardent plus, ne se parlent plus dans les espaces publics. Seules une minorité de jeunes ainsi qu'une majorité de vieux votent encore, se sentent concernés par la politique de notre pays. Mais d'où vient ce désintérêt de la chose? On pourrait émettre l'hypothèse du fait que les jeunes, sachant qu'ils sont

minoritaires, savent que leur voix ne pèsera pas lourd dans la balance de la pyramide des âges. Alors, pourquoi perdre du temps à s'informer, suivre l'actualité, les débats politiques, si l'on sait d'avance que l'on part perdant?

Mais comment en est-on arrivé là? Petit retour en arrière dans le temps, avant l'invention de tous ces appareils qui anesthésient les cerveaux. Qu'avons-nous à offrir à cette jeunesse? Lorsque l'on écoute les infos ou qu'on lit les journaux il y est question de crises boursières à répétition, de malversations en haut lieu, de chômage, de pauvreté, de crise du logement, de l'enrichissement de certains, de guerres un peu partout sur la planète. Et pour ne rien gâcher au tableau catastrophique, un environnement pollué.

Si l'on regarde ce qui se passe à nos portes, dans les pays défavorisés, des révoltes naissent chaque jour, et les gens finissent par s'entre-tuer.

Lorsque l'avenir est compromis, que l'on ne peut plus se projeter à long terme dans celui-ci, il y a danger que les révoltes se propagent comme un jeu de dominos. On pourrait donc imaginer que ces outils informatiques aient été fabriqués pour plonger toute une génération dans une sorte d'anesthésie générale. Serait-ce un autisme programmé pour éviter les remous sociaux? La tête dans le web, les jeunes avancent comme des automates en attendant des jours meilleurs, que la société dans son ensemble veuille bien prendre en compte leur existence. S'ils se sentent concernés par des projets d'avenir les incluant, ils reviendront en masse vers les urnes sachant pertinemment que l'abstention est de loin la plus mauvaise des solutions.

Emilie Salamin-Amar

Perle du Bac...

- Citez un grand navigateur... Internet Explorer.

Ceux qui nous dirigent sont trop élitaires

A Neuchâtel, les étrangers au bénéfice du permis C ont le droit de vote et d'éligibilité au niveau du canton et des communes. Leur taux de participation aux différents scrutins est encore plus mauvais que celui des Suisses puisque, entre 2005 et 2013, il oscille entre 14,4% et 26,3%. Tout en ayant souhaité que son nom n'apparaisse pas, un étranger a accepté de nous dire pourquoi il ne votait jamais.

En tant qu'ouvrier, je constate que nous sommes dirigés par une élite qui n'a jamais mis les pieds dans un atelier et qui ne connaît rien aux problèmes auxquels nous sommes confrontés. Je gagne ma vie en Suisse, j'entretiens des rapports chaleureux avec mes voisins et je respecte les lois du pays. Mais je me rends compte que les gens deviennent de plus en plus individualistes et que l'intérêt général n'est pas la préoccupation principale de la plupart d'entre eux. Je ne me sens pas concerné par les votations et les élections qui ont lieu dans mon canton, d'autant plus que je ne maîtrise pas toutes les subtilités du vote.

En revanche, je vote régulièrement lors des scrutins italiens car les choses sont plus

simples: aussi bien pour la Chambre des représentants que pour le Sénat, on sait si notre voix va à droite ou à gauche. En Suisse, on a l'impression qu'il y a des socialistes de droite et des personnes de droite qui ont des convictions sociales. C'est difficile de s'y retrouver et il vaut mieux s'abstenir.

Nous ne partageons pas mais respectons cette manière de voir les choses. Peut-être faudrait-il donner des cours d'instruction civique aux adultes puisque l'école est en déficit de ce côté-là?

L'Abri, un film de Fernand Melgar

Yverdon-les-Bains, le 16 septembre 2014: 1 heure 40 d'une projection-choc suivie d'un échange avec le réalisateur, face à une salle pleine. Dès les premières images, nous plongeons dans l'univers glauque des «sans-abri». Ils se pressent à l'entrée d'un souterrain lausannois de la Protection civile devenu hébergement d'urgence.

Cinquante seulement pourront entrer et bénéficier d'une couchette et d'un repas chaud. Les autres seront impitoyablement refoulés après des bousculades parfois violentes.

L'Abri suivra quelques-uns de ces destins hasardeux. Certains s'accrocheront, d'autres devront repartir dans leur pays mais toujours une grande humanité et un certain humour du cinéaste transparaissent.

Quant à nous, spectateurs, nous ne sortirons pas indemnes de cette confrontation avec une misère si proche. Le mérite de *L'Abri* est bien de nous déranger, de remettre en question nos certitudes et de nous interroger sur notre société et ses dérapages.

Yvette Humbert Fink

Retrouver davantage de pouvoir direct

L'abstentionnisme illustre le désintérêt du peuple vis-à-vis du fonctionnement de la société. Les partis politiques en sont-ils les principaux responsables ou d'autres causes peuvent-elles expliquer ce dédain et comment y remédier?

La société se compose de diverses couches sociales. L'Etat devrait chercher à les fédérer le mieux possible pour permettre l'équilibre nécessaire au meilleur épanouissement possible de chacun. Bien vivre ensemble, dépend de cet objectif fondamental. Il serait souhaitable de pouvoir compter sur les partis politiques pour faire ce travail. Mais la plupart des partis sont représentatifs d'une classe sociale particulière. Chacun la sienne, contre les autres.

Dans leurs discours et leurs programmes, les partis disent rechercher le bien commun. Leur pratique se révèle fort différente et se préoccupe surtout du renforcement du pouvoir que chaque parti peut avoir pour améliorer les intérêts de la classe qu'il représente et dont il est issu. Il y a une inadéquation entre ce qui est dit et ce qui se fait. Ainsi le peuple, toutes classes confondues, ne trouve pas ce qui pourrait améliorer sa situation. Il constate que tout se complique et doute, de plus en plus, de la véracité des discours. Il vit ce «grand jeu de pouvoir» de l'extérieur. Ce développement imprévoyant de notre société constitue le règne des plus forts qui imposent des lois répondant principalement à leurs intérêts.

Faudrait-il une société sans partis pour corriger cette situation? Théoriquement on peut y penser, mais un tel changement exige une grande augmentation de la maturité politique des habitants, ce qui prendra un certain temps!

Par contre, il serait possible de changer certaines pratiques politiques pour favoriser une plus grande participation des citoyennes et citoyens aux choix de la société. Evoquons-en quelques-unes ci-après.

Imaginez une composition des parlements proche de la composition sociale de la société. Un parlement composé par x% de salariés, x% de cadres, x% de chômeurs, x% d'universitaires, etc.

Imaginez un parlement dans lequel la proportion d'ouvriers et d'employés serait, comme dans la vie réelle, plus importante que celle des économistes, juristes ou autres représentants de l'économie, de la finance ou de l'administration. Les diverses sensibilités sociales y étant mieux représentées, les interventions et les décisions d'un tel parlement pourraient être assez différentes de celles qui sont prises actuellement.

Imaginez que l'élection des magistrats revienne aux parlements plutôt qu'au peuple. Enfin, il existerait une cohérence politique entre les majorités des parlements et les majorités des exécutifs. Les citoyennes et citoyens sauraient politiquement qui défend quoi et un tel mode d'élection constituerait une ligne plus compréhensible des instances de la société.

Une autre manière de mieux lier les gens aux problèmes de la société pourrait se faire par l'introduction systématique

de véritables consultations populaires. Ces rencontres en direct avec la population seraient conçues non pour convaincre, mais pour expliquer les projets, les mettre en discussion et tenir compte des avis exprimés pour les améliorer.

On pourrait également limiter les mandats politiques à deux périodes, ce qui permettrait l'arrivée de forces nouvelles et diversifierait les sensibilités.

Ultérieurement, on pourrait même imaginer, rêvons un peu, que les parlements soient constitués par tirage au sort. Quel système serait-il plus démocratique que la désignation à l'aveugle des représentants de la population?

Malheureusement, nous n'en sommes pas là. Actuellement, la tendance va dans le sens inverse. Il est envisagé d'allonger les législatures, de réduire le nombre de parlementaires et de professionnaliser les pratiques politiques. Toutes ces mesures sont destinées à améliorer l'efficacité et à réduire les frais, nous dit-on. Ce sont autant de décisions qui, si elles étaient appliquées, accroîtraient encore la distance entre les acteurs politiques et la population. Prétendre répondre au manque d'intérêt pour la vie publique par la réduction des organes qui s'en occupent, c'est comme augmenter le prix des transports publics lorsqu'il n'y a pas assez d'utilisateurs!

Mais il y a d'autres raisons qui accroissent le désintérêt des citoyennes et citoyens pour les tâches publiques. Citons par exemple, l'augmentation des déplacements professionnels, pour répondre à l'efficacité des entreprises, la surabondance des loisirs marchands, pour répondre à l'efficacité des producteurs de biens, autant de complications de la vie des gens ce qui les empêchent de s'encombrer l'esprit pour se préoccuper de la collectivité. Une dérive humaine de la soumission aux maîtres du monde industrialisé et financiarisé pour qui le but de la vie est de devenir riche et une fois riche, plus riche encore.

Alors que notre inégalitaire société d'abondance devrait se préoccuper en premier lieu, par exemple de la suppression de la pauvreté et des mesures pour faire face au dérèglement climatique, on continue de stresser les gens pour les rendre plus efficaces dans une logique bornée par la croissance économique perpétuelle.

Pour réduire la spirale de l'abstentionnisme, le peuple doit retrouver davantage de pouvoir direct et devenir partenaire des décisions sur des sujets fondamentaux à long terme plutôt que pour satisfaire des gains immédiats dans le désordre le plus complet.

Alain Bringolf

Alain Bringolf a été conseiller communal (exécutif) de la ville de La Chaux-de-Fonds (18 ans), député au Grand Conseil neuchâtelois (36 ans) et président du Parti suisse du travail (PdT/POP) (4 ans).

Le mouvement des indignés ...suite mais pas encore fin

La réaction aurait bien aimé envoyer la dernière pelletée de terre sur le cercueil de ce qui fut une grande et belle idée. C'était anticiper un peu de la mort d'un mouvement qui continue à gêner les vautours de la politique. Malgré la violence de la répression, le 15 mai 2011 aura été un peu plus qu'un avertissement pour le corps politique: l'annonce de combats sans cesse recommencés. Comme l'a bien dit Guillaume d'Orange: «Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer».

«Indignez-vous», recommandait Stéphane Hessel, un philosophe français proche du peuple dans un petit livre qui connut tout de suite un succès mondial.

«Nous sommes indignés» lui répondit la jeunesse espagnole largement diplômée, connaissant l'anglais, maîtrisant parfaitement l'informatique et... promise à un chômage de masse. En témoin de leur exaspération, ces jeunes ont appelé à manifester pacifiquement le 15 mai 2011 dans 58 villes espagnoles. Une foule énorme, débordante, bon enfant et généreuse allait envahir rues et places ce jour-là. Des centaines de milliers de manifestants pacifiques qui disaient en un mot comme en cent:

- Nous voulons un vrai changement politique (...) Les partis ne nous représentent pas et ne prennent aucune mesure en notre faveur (...) Ils se couchent devant la dictature des marchés sans en mesurer les conséquences sociales ou environnementales (...) Le bipartisme politique qu'on retrouve partout est un théâtre d'ombres (...) et la lèpre de la corruption se nourrit toujours de la finance publique. Donc de nos impôts!

Un mouvement d'exaspération

Ce déni violent de la politique n'est pas une spécialité espagnole. Certes, sa plus forte image médiatique fut captée en mai 2011 et 2012 à la symbolique place de la *Puerta del sol de Madrid*.

Mais c'était bien la même protestation qui avait conduit l'Islande à refuser le sauvetage de voraces banques anglaises et les jeunes Grecs à lancer un appel à la grève générale précisément ce 15 mai 2011.

Bolivie: à hurler

Comment un pays du cœur de l'Amérique latine qui compte aujourd'hui plus de dix millions d'habitants dont 96% sont alphabétisés? Comment une nation conduite par une équipe politique cohérente qui a entrepris des réformes massives, entre autres la renationalisation du pétrole? Comment un peuple peut-il accepter une aussi spectaculaire marche arrière: la légalisation du travail des enfants à partir de douze ans auprès d'un employeur et, à partir de dix ans s'ils travaillent pour leur propre compte! Pour «encadrer» cette évolution, apparemment inscrite dans les faits depuis des années, une administration de «Défense de l'enfance» est chargée de régulariser leurs conditions de travail. Aucun des 200.000 enfants qui travaillent à La Paz n'a poussé sa porte! Domage car la situation dans la capitale ne prévaut pas sur celle qui est imposée dans la Bolivie profonde. A l'exemple de ces 145 gosses qu'on a trouvés trimant dans la plus meurtrière mine de ce qui fut longtemps le nouveau monde. A hurler...

Un document de référence¹ détaille la progression de ce mouvement d'exaspération face à la machinerie politique dans un grand nombre de pays européens: au Portugal, en France, en Allemagne, en Italie et en Angleterre. En Belgique, dans l'été 2011, le mouvement des indignés se développe dans plusieurs grandes villes. Avant la fin de l'été, l'opinion américaine prend le relais en occupant symboliquement une place de Wall Street et en manifestant dans 146 villes.

Trois ans plus tard, un article documenté² prend la mesure de ce qui reste en Espagne de ce formidable rejet de la «politique magouille». Si le temps des campements est terminé, ceux qui restent dans le mouvement organisent des réseaux de soutien aux citoyens. L'exemple fort est fourni par une plateforme anti-expulsions qui a multiplié les occupations d'immeubles appartenant à des banques renflouées par l'Etat qui se conduisent comme si elles restaient propriétaires. Dans ce registre on ne peut pas dire que le contribuable suisse ait reçu de l'UBS la contrepartie de son engagement: 69 milliards!

En recourant à la manifestation de masse avec sa couverture médiatique, les «compagnons» font plier le pouvoir. Autre champ d'action, la justice où un collectif d'avocats met à jour les trafics en tous genres fleurissant sur le terreau du pouvoir économique et politique – c'est la même mangeoire! Un président de la caisse d'épargne de Madrid est dans la ligne de mire de cette équipe de juristes généreux.

Un appel à la démocratie directe

En clair le mouvement garde la ligne dictée par la récurrente indignation citoyenne mais il adapte les moyens à quelques combats ciblés. D'autant que le camp d'en face tente obstinément de faire taire toute voix critique en frappant avec une violence sans pareille les manifestations hostiles.

Cette misérable loi liberticide, dernier recours de la droite au pouvoir, n'empêche pas Marcos Roitman, professeur de sociologie à l'université de Madrid de déclarer:

- Le mouvement du 15 mai a uni les luttes engagées par des centaines de milliers de manifestants (...) Il a ravivé une prise de conscience citoyenne, un esprit critique.

Un appel à la démocratie directe qui demeure. Malgré tout.

Robert Curtat

¹ Wikipédia – Mouvement des insurgés

² Basta magazine – Où en est le mouvement des indignés espagnols? – Nathalie Pedestares.

«Ce soir à 20 heures les fascistes...»

Raymond Spira, Editions Alphil, 2014



Le 22 septembre 1934, *La Sentinelle* (journal des socialistes) écrivait: «*Rapportons que La Chaux-de-Fonds possède comme armoiries une ruche, mais que la misère des temps en a transformé les abeilles en guêpes prêtes à piquer quiconque s'avise de planter son bâton dans le nid!*» C'est par cette citation que commence le livre de Raymond Spira, qui a minutieusement relaté les événements qui se sont passés le 18 septembre 1934 à La Chaux-de-Fonds.

L'auteur, qui a été député socialiste et juge fédéral (et qui a écrit en février 2011 dans *l'essor* un article intitulé «L'Etat totalitaire et le droit»), a su décrire avec précision le climat qui régnait en Suisse quelques années avant la Seconde Guerre mondiale. Il y avait une extrême droite dont les membres étaient des admirateurs de Mussolini, de Franco, de Salazar et même d'Hitler. Il y avait aussi une extrême gauche

qui admirait Staline et le régime communiste de l'Union soviétique. Là est le vrai danger, proclamait la droite face à une gauche affaiblie par ses divisions entre communistes, anarchistes, syndicalistes révolutionnaires, sociaux-démocrates qui s'épuisent dans des combats fratricides, lesquels ont fait le lit des fascistes en Italie et des nazis en Allemagne.

Le canton de Neuchâtel n'était pas épargné par ces querelles, qui ont parfois dégénéré en affrontements violents. Le 18 septembre 1934, l'Ordre national neuchâtelois (ONN), une organisation d'extrême droite, veut convaincre les ouvriers, dont beaucoup sont au chômage, de boycotter les grands magasins parce qu'ils font une concurrence déloyale aux petits commerces et qu'ils appartiennent à des juifs. Accueillis fraîchement par les anti-fascistes, les orateurs de l'ONN refusent

d'accorder la parole à leurs contradicteurs, ce qui déclenche un énorme chahut. Après avoir évacué la salle, les adversaires se retrouvent à la place la Gare et certains en viennent aux mains.

Raymond Spira relate, avec la minutie d'un chroniqueur, les événements de ce soir-là, ainsi que les débats animés qui ont eu lieu dans la presse et au Conseil général. Il rapporte aussi l'épilogue de l'affaire qui s'est déroulé en janvier 1935 devant le Tribunal de police, lequel entendit une centaine de témoins et jugea quinze prévenus.

Grâce à sa connaissance du dossier et à sa plume alerte, l'auteur a réussi à faire revivre une page sombre de notre histoire. Espérons que les générations futures retiendront la leçon.

Rémy Cosandey

La guérison du monde

Frédéric Lenoir, Editions Fayard, 2013

Le débat retrace l'épopée des humains qui ont peuplé la planète Terre.

Longtemps les générations qui se succèdent cherchèrent les moyens d'alléger le poids de leurs tâches journalières, mais depuis quelque 200 ans, les changements de nos modes de vie se sont multipliés avec une accélération constante, marqués par la fin de la ruralité et l'explosion urbaine. On compte aujourd'hui 23 mégavilles de plus de dix millions d'habitants.

Arrivés à une impasse, nous devons impérativement changer de logique et vaincre nos égoïsmes mortifères. Déjà de nombreux groupes, sur tous les continents, ont choisi d'expérimenter une nouvelle gestion agricole respectueuse de la nature.

Ainsi les mouvements inspirés par Pierre Rahbi comme «Colibris», «Oasis en tous lieux», les banques de semences en Inde ou les 800 fermes en Egypte et au Soudan créées sous l'impulsion du pharmacologue Ibrahim Aboulesch, retourné dans son pays après avoir découvert, au centre universitaire de Graz en Autriche, la pensée de l'anthroposophe Rudolf Steiner, pensée dont les applications touchent aussi bien la médecine que l'agriculture, l'éducation, l'économie et même l'architecture.

Quelques fragments d'un livre de 300 pages qui débute par le diagnostic de **l'état du monde malade**, et qui se ter-

mine par de remarquables exemples de guérison.

Suzanne Gerber

Qui sont ces ados qu'on enferme?

Claude Vallone, Editions Mon Village

Fils d'immigrés italiens, né en Suisse, l'auteur a été éducateur puis enseignant spécialisé au Centre de Valmont (Vaud), institution fermée pour mineurs délinquants. Ce centre reçoit depuis plus de 40 ans entre 300 et 400 mineurs annuellement, arrivant par vagues successives pour des séjours de quelques jours à quelques mois: placements pour des délits ou placements de prévention lorsque les familles ne font plus face.

Le livre nous fait entrer dans cet univers non carcéral mais fermé en relatant le parcours de vie de plusieurs jeunes: Célien, Miguel, Tania, Victor et les autres. On découvre l'importance de l'architecture du centre, inspiré par Le Corbusier, où les pensionnaires se sentent libres de circuler mais où tout déplacement est rigoureusement réglementé; par ce cadre architectural pensé, ils se mettent comme naturellement en position de rechercher du sens à leur situation personnelle à la dérive. «N'ayant le contrôle de rien ou presque, le jeune est alors contraint de se centrer sur ce qui lui reste: lui-même». L'éducateur, lui, «cherche à accompagner le jeune dans une prise de conscience de son comportement. Le lien peut ainsi se créer.

La belle préface du juge des mineurs Michel Lachat et le témoignage de Daniel Javet, directeur du centre, font de ce livre un outil de compréhension et d'empathie envers ces ados à la dérive.

Yvette Humbert Fink



Les jeunes et l'abstentionnisme

Le journal *24 heures*, sous la plume de Lucie Fehlbaum, annonce, le 9 septembre 2014, par un article que «Oui les jeunes aiment la politique» alors que l'on «entend grommeler que les jeunes se désintéressent de la politique.» Que non pas. Il ressort en effet de sondages que les «deux tiers des jeunes disent s'impliquer en politique. Et pas seulement pour la paix dans le monde, les politiques communale et cantonale séduisent aussi la jeunesse.» Dommage disent-ils encore «que les démarches qui accompagnent toutes actions politiques soient aussi lourdes et rébarbatives!» Afin d'aider les jeunes à se lancer en politique, la Fédération suisse des parlements des jeunes (FSP) pilotera dès mars 2015 un forum sous la forme d'une plate-forme en ligne. Les complications administratives en seront ainsi facilitées.

Pierrette Kirchner-Zufferey

La Maison de l'Utopie

A l'heure où les pays se déchirent au nom de la religion, Berlin va à contresens. La ville lance le projet de réunir sous un même toit une synagogue, une église et une mosquée d'ici à 2018. Trois salles séparées et une chambre commune pour les débats et discussions entre fidèles sont prévues. Le financement du projet est participatif. Les instituteurs cherchent à recueillir 53 mil-

lions de francs. On peut acheter une «pierre» à 10 euros pièce...

L'Hebdo, 3 juillet 2014

Un parc où voir c'est toucher...

Les 20 et 21 septembre derniers, à Lausanne, a eu lieu l'inauguration du Parc des Sculptures «Légendes d'automne»: un nouveau parc de sculptures, magique, unique en Europe et accessible aux aveugles et aux malvoyants. Un parcours de 18 scènes raconte une belle légende pour les grands et les petits... On peut découvrir, toucher, lire et se balader. Promenade André Schnetzler, près du Casino de Montbenon (bus depuis la gare, No 3, direction Bellevaux - No 21, direction Blécherette). Les sculptures sont l'œuvre de Sara, H. & DeLaPerouze.

L'exil: solidarité et réflexion collective

Le programme du Collège international de Philosophie Exil mène une réflexion philosophique critique sur l'exil en articulant résistance, action, réflexion collective et solidarité internationale. Les activités sont gratuites, ouvertes à toute personne intéressée, permettant de se rencontrer pour élaborer une réflexion collective autour de la migration et de la solidarité. Des colloques ont lieu à Genève, Lausanne, au Chili et en Turquie. On peut participer à distance en lisant le livre «Violence et civilité» (2010) d'Etienne Balibar, philosophe très en-

gagé en faveur des droits des immigrés et sans papiers. On peut aussi contacter le groupe de coordination à Lausanne (coordination.istambul@gmail.com).

D'après *Solidarité sans frontières*
Berne, www.sosf.ch

Dites-le avec des roses!

Me voilà dans une grande surface à la recherche d'idées et de produits comestibles. Le pas traînant, j'arrive à la seule caisse ouverte. Normal! Il est 8 heures et les clients sont encore peu nombreux. Je patiente en rêvassant. Un homme arrive au moment où une deuxième caisse s'ouvre. J'ai le temps et je lui propose de me précéder. Il me regarde surpris: «Oh, eh bien merci beaucoup!» Il paie et revient avec deux bouquets de roses. Il en dépose un dans mon caddie avec un large sourire. Merci encore beaucoup à cet inconnu qui a ensoleillé ma journée. Ces gestes spontanés et généreux sont des trésors inestimables.

Simone Ebbing, Morrens
D'après une lettre de lecteur de *24 Heures*

N'hésitez pas à envoyer vos bonnes nouvelles à Yvette Humbert Fink, 26, rue de la Paix, 1400 Yverdon-les-Bains, tél./faxe 024 425 35 15.

Merci!

Situation de la presse et liberté d'expression

Les journaux d'opinion ont de plus en plus de peine à survivre et la concentration de la presse se fait au bénéfice des grands groupes (Tamedia ou Ringier par exemple) ou des grosses entreprises (Migros, Coop). La plupart des journaux, par paresse ou manque de moyens, se contentent de relayer l'information qu'ils reçoivent des grandes agences de presse. La rubrique locale est de plus en plus mince, remplacée par des pages qui dévoilent la vie et souvent la nudité des acteurs et chanteurs d'ici et surtout d'ailleurs. C'est le règne des 4 «S»: sang, sexe, sport et schowbiz. Dans cette surenchère, le journal gratuit *20 Minutes* est en tête de classement!

A part *Le Monde diplomatique* et *Le Canard Enchaîné*, et chez nous *Le Cour-*

rier, la plupart des journaux ne font plus d'enquêtes et ne dénoncent plus les petits et grands scandales du monde. Les journalistes sont-ils encore libres de s'exprimer? On voit très rarement des rédacteurs en chef prendre des positions opposées à celles de leurs actionnaires.

Par ailleurs, un phénomène de plus en plus prononcé est l'emprise des journaux «en ligne» qui tendent à remplacer le journal traditionnel en papier, et ce particulièrement dans la presse à grand tirage. Devons-nous nous inquiéter de cette tendance?

Nous aborderons toutes ces questions dans notre prochain forum. Nous attendons vos contributions.

L'essor

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Rédacteur responsable
Rémy Cosandey
Léopold-Robert 53
2300 La Chaux-de-Fonds
032/913 38 08; remy.cosandey@bluewin.ch

Équipe de rédaction
Mousse Boulanger, Rémy Cosandey, Robert Curtat, Yvette Humbert Fink, Susanne Gerber, François Iselin, Aline Jaccottet, Pierre Lehmann, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba, Bernard Walter.

Administration et retours
L'Essor - Abonnements
Tunnels 16
2300 La Chaux-de-Fonds
ou par courriel : info@journal-lessor.ch
www.journal-lessor.ch

Abonnement annuel : CHF 36.-
Compte postal : Journal l'Essor, 12-2620-0

Composition et impression
Société coopérative du Journal
de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

L'essor - ISSN 1023-5663

délai pour le prochain numéro : 30 octobre 2014
prochain forum : Situation de la presse et liberté d'expression